



PROPOS LIMINAIRE DE MADAME LE PR. JUSTINE DIFFO TCHUNKAM,
COORDONNATRICE NATIONALE DE MORE WOMEN IN POLITICS A L'OCCASION
DU DÎNER PLAIDOYER PARLEMENTAIRE DU 30 NOVEMBRE 2016 DANS LA SALLE
DES BANQUETS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE DU CAMEROUN



Illustres représentants des autorités religieuses, traditionnelles et politiques, et
Membres du Pool National des Avocats et Champions du Genre



Très chers collaborateurs et chères collaboratrices du Très Honorable Président de
l'Assemblée Nationale

Mme Le Point Focal Genre à l'Assemblée Nationale

M. Le Délégué départemental d'Elections Cameroun dans le MFOUNDI

Chers partenaires du réseau des médias accrédités à l'Assemblée Nationale et
partenaires d'accompagnement social du Réseau More Women in Politics



Distingués membres du Consortium DEMOCRATIE AU FEMININ

Valeureuse équipe de l'Unité de Gestion du Projet DEMOCRATIE AU FEMININ

Mesdames et Messieurs



Permettez-moi de vous remercier de votre présence à ce point de presse, en vous
souhaitant une chaleureuse bienvenue dans ce lieu historique et symbole de notre
appartenance citoyenne à la terre de nos ancêtres, le Cameroun, notre chère et belle patrie.



Le propos liminaire que je m'en vais vous délivrer a pour but de vous informer de la
tenue demain, dans la salle des banquets de l'Assemblée Nationale, de la 2^e édition du Diner
Plaidoyer parlementaire que le Réseau More Women in Politics organise cette année, sous le
haut patronage du Très Honorable CAVAYE YEGUIE DJIBRIL, sous le thème : LE
CAMEROUN SUR LE CHEMIN DE LA PARITE : PRESERVER LES ACQUIS, RELEVER
LES DEFIS DE L'APPROCHE GENRE DANS LE PROCESSUS ELECTORAL », dans le
cadre du projet d'appui à la massification de la participation politique des femmes aux
échéances électorales de 2018, avec l'appui financier de l'Instrument Européen pour la
Démocratie et les Droits de l'Homme, pour la période allant de janvier 2016 à décembre 2018.





Ce projet est porté par le credo « DEMOCRATIE AU FEMININ », pour faire simple et pratique. Il faut tout de suite que ce projet est initié par More Women in Politics, et mis en œuvre dans 7 régions du Cameroun, avec l'appui opérationnel d'un consortium d'organisations de la société civile camerounaise et internationale qui vous seront présentés demain pendant le point de presse.



Le dîner parlementaire de cette année est organisé avec une très forte implication de l'Assemblée Nationale, à travers son illustre président, dont l'humanisme et la magistrature d'influence, ont permis de préparer, en laps de temps très court cette activité qui prend corps ce jour, avec votre présence dans ce lieu. Qu'il en reçoive nos vifs sentiments de déférence et de profonde gratitude.



Mesdames, Messieurs, distingués partenaires de la presse



Le projet « DEMOCRATIE AU FEMININ » ambitionne d'une part, d'apporter une contribution substantielle, qualitative et mesurable à la résolution des dysfonctionnements qui entravent encore la participation et la représentativité politique des femmes au Cameroun et, d'autre part, à accompagner la réalisation de la vision d'une société démocratique paritaire, portée par le document de vision du Cameroun à l'horizon 2035 et le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).



Il s'agit sans conteste d'une lourde et délicate, mais exaltante mission dont les initiateurs sont conscients qu'ils ne pourraient accomplir sans la contribution des alliés de poids et de taille, sans une dynamique globale et concertée de tous et de chacun, des acteurs sociaux et politiques majeurs, des détenteurs d'enjeux susceptibles de faire bouger les lignes et de briser l'énorme plafond de verre qui hélas entrave encore la participation et la représentativité politique des femmes au Cameroun.



De manière précise, il est question d'activer des leviers aussi bien au niveau stratégique (à travers des réformes juridiques) qu'au niveau opérationnel (par le biais d'une implication plus active des masses : mise en place, à côté du Pool National des Avocats et Champions du Genre, d'une chaîne de solidarité féminine apte à constituer une force de proposition et de

négociation représentative des intérêts stratégiques des femmes pendant le processus électoral, notamment) pour induire des changements substantiels et qualitatifs mesurables en 2018.

genre
en ACTION

Mesdames, messieurs, distingués invités,



Les conclusions de l'audit du Genre en rapport avec le leadership et la participation politique des femmes que nous avons mené en guise d'étude de base au projet « DEMOCRATIE AU FEMININ » afin de camper nos actions sur l'évidence des faits, sont sans équivoques : la femme camerounaise, qu'elle soit rurale ou urbaine, instruite ou analphabète, mature ou jeune, croyante ou athée, a du mal à exprimer et à affirmer sa pleine participation et sa représentativité dans les différents processus décisionnels. Bien souvent, à cause des restrictions infligées depuis sa tendre enfance par une éducation fondée sur la répartition sociale des rôles, à cause des séquelles logées dans son subconscient, les femmes s'autocensurent et s'excluent elles-mêmes des mécanismes de gestion et d'administration de la sphère publique. Le plafond de verre semble ainsi s'être fixé dans leur subconscient, à cause du construit socioculturel que nous devons déconstruire progressivement à travers des campagnes de sensibilisation, des sessions de coaching et d'accompagnement en Leadership et développement personnel.



Pourtant, de nombreuses études et recherches dignes de foi établissent des enjeux somme toute avantageux de la participation politiques des femmes pour la société :



- ✓ Les femmes travaillent au-delà des appartenances et clivages politiques
- ✓ Les femmes (parlementaires) sont très réceptives aux préoccupations des électeurs
- ✓ Les femmes aident à garantir et à consolider une paix durable
- ✓ La participation des femmes favorise la confiance des citoyens vis-à-vis de la démocratie, car leur poids démographique et électoral est un réel adjuvant de réalisation des taux de participation au processus électoral



RIDEV





- ✓ Les femmes donnent la priorité à l'éducation, à la santé ainsi qu'à d'autres indicateurs clés du développement qui placent l'humain au cœur des politiques et programmes de développement.



Tenez !!!! Depuis que les femmes ont conquis la majorité au parlement Rwandais, elles ont été responsables de la formation du premier groupe parlementaire interpartis pour travailler sur des questions controversées telles que le droit foncier et la sécurité alimentaire. Elles ont également formé le seul partenariat tripartite entre la société civile et des organes de l'exécutif et du législatif pour coordonner des mesures législatives réceptives et assurer que les services de base soient fournis.



Au Sénégal et au Rwanda encore, les communes ayant une plus grande représentation de femmes dans les conseils locaux ou municipaux ont vu un investissement en installations d'eau potable qui représentait le double de celui des communes avec de faibles taux de femmes élues et les routes étaient presque deux fois plus susceptibles d'être en bon état.



Au Cameroun, il n'est pas rare que les parlementaires féminins indépendamment de leur chapelle politique s'investissent pour des causes communes, qui ont trait généralement aux droits de la femme, à l'éducation, la santé, la préservation de la paix sociale etc.



De ce qui précède, la participation pleine et équitable des femmes à la vie publique est essentielle à la vitalité de la démocratie, à l'établissement et au maintien de démocraties solides et dynamiques. En précurseur d'une République exemplaire et égalitaire, le Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Paul BIYA affirmait à juste titre **« Nous souhaitons plus de femmes dans les Parlements et comme décideurs politiques car c'est une question d'équité et de respect du Genre. L'égal accès des femmes aux postes de décision et la lutte contre toutes formes de discrimination sexiste participent indéniablement à la construction d'une société humaine plus ouverte et juste ».**





« Les femmes sont des actrices incontournables du changement. Impossible d'envisager la Francophonie du XXI^e siècle, les grands projets francophones axés sur le développement, sans l'impulsion des femmes » reconnaît à juste titre Madame Michael JEAN, Secrétaire Générale de la Francophonie.



Pour sa part, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement Monsieur Philémon YANG pense qu' « une femme qui va au ciel ira avec son mari, ses enfants, et toute sa famille ; je ne sais pas ce qu'un homme ferait » ; il ajoute « je fais confiance aux femmes et une société moderne devrait faire confiance aux femmes ».



Mesdames et messieurs,



A l'évidence, l'unanimité est faite sur l'indispensable nécessité de rectifier le tir et de combler les gaps en promouvant la pleine et équitable participation des femmes à la vie publique. Toute chose qui serait en parfaite cohérence avec notre Constitution qui proclame clairement dans son préambule le principe de l'égalité entre les sexes. Cette volonté de cheminer vers l'égalité des sexes et une société paritaire est manifeste à travers l'ensemble des instruments juridiques internationaux et régionaux que le Cameroun a ratifiés. Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples sur les droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo du 11 juillet 2003) prévoit à l'article 9 que les États entreprennent des actions positives spécifiques pour promouvoir la gouvernance participative et la participation paritaire des femmes dans la vie politique de leurs pays, à travers une action affirmative et une législation nationale et d'autres mesures de nature à garantir que :



- a) les femmes participent à toutes les élections sans aucune discrimination ;
- b) les femmes soient représentées à parité avec les hommes et à tous les niveaux, dans les processus électoraux ;
- c) les femmes soient des partenaires égales des hommes à tous les niveaux de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et des programmes de développement de l'État.





Le Réseau de Soutien à la Participation Politique des Femmes « More Women in Politics » en tant que force de proposition, inscrit son plaidoyer dans ce contexte à travers des propositions ciblées, fondées sur des mécanismes techniques éprouvés et susceptibles d'accroître la représentation équitable des hommes et des femmes aux fonctions électives et aux mandats électoraux, et suggère les formulations suivantes :



« Les listes de candidats titulaires et suppléants aux différents scrutins doivent, chacune, tenir compte de la représentation des deux sexes.



Les listes de candidats sont alternativement composées d'un candidat de chaque sexe.

Les listes bloquées de candidats titulaires et de suppléants ne présentant pas chacune un minimum de 30 % de candidats femmes, éventuellement arrondi à l'entier supérieur, de façon alternée et bloquée entre les deux sexes, seront rejetées ».



A COURT TERME : Dans la perspective des prochaines échéances électorales, le Réseau « More Women in Politics » propose que le Chef de l'Etat prenne une « Ordonnance » qui encadre et clarifie les conditions de mise en œuvre des articles pertinents du Code électoral.



Le législateur permettrait ainsi de consolider l'équité électorale en veillant au respect de la **représentation égale des deux grandes composantes de l'approche Genre (hommes et femmes) sur les listes des candidatures aux différentes instances délibératives (Sénat, Assemblée Nationale, Conseils régionaux et Conseils municipaux).**



En s'appuyant sur cette avancée impulsées par le Chef de l'Etat, **Elections Cameroon** sera fondé à déclarer irrecevables les listes de candidatures n'ayant pas respecté cette exigence.



A MOYEN ET LONG TERME

Le Réseau « More Women in Politics » propose l'adoption d'une « loi sur la **parité** » comme instrument au service du principe constitutionnel de l'égalité. Ce qui nécessiterait sans doute une révision de la Constitution.





Si les conditions de leur participation politique sont ainsi garanties AVANT LES FUTURES ECHEANCES ELECTORALES, plus rassurées, les femmes se mobiliseront plus que par le passé, aussi bien comme ÉLECTRICES qu'en tant que CANDIDATES.



Il faudrait également développer une synergie agissante en faveur de la participation politique des femmes par :

- Le Renforcement de leur pouvoir financier (autonomisation économique pour un meilleur leadership)



- L'Empowerment permanent à travers des programmes de Coaching et d'éducation à la citoyenneté

- Le Mentoring : cadres intergénérationnels



- La Communication pour le Changement des Comportements

Mesdames et messieurs,



Toutes ces propositions sont contenues dans la Charte de la Participation Politique des Femmes pour laquelle nous vous prions de faire le plus large écho et la plus large diffusion, en suscitant l'adhésion et l'engagement des décideurs en faveur des actions concrètes pour que Vive l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes et des filles pour un meilleur leadership à l'issue du projet « DEMOCRATIE AU FEMININ ».



Vive la coopération Cameroun-Union Européenne



Vive le Cameroun et son illustre Chef, le Président Paul BIYA, précurseur de la gouvernance inclusive par l'égalité des Genres

RIDEV



Je vous remercie de votre aimable attention !